



05-04-2012

*S'attaquer au capital ou le gérer, c'est
la seule alternative !*

Un journaliste déclarait Sur Radio BFM: « à la mi-juin la facture sera présentée aux Français » il ne tenait pas compte de la future couleur du gouvernement.

Quand le capital exige, le pouvoir exécute. **Le clivage n'est pas droite ou gauche mais bien s'attaquer au capital ou le gérer.** Ce qui est déterminant, ce n'est pas le discours, la couleur, l'étiquette mais le rapport des forces entre les classes.

Le futur gouvernement fera comme les gouvernements grec, espagnol ou portugais : il baissera les salaires et les pensions, votera des lois qui mettront l'ensemble des salariés en travailleurs précaires, licenciera des fonctionnaires, annulera les budgets sociaux, de la culture... Déjà dans le discours de Hollande se dessine la future politique d'austérité, quant à Sarkozy il l'applique et va l'accentuer, il le dit franchement.

Il est normal que des salariés espèrent que les coups vont s'arrêter. Donc en votant Hollande, ils pensent que ce sera « moins pire » que Sarkozy, et Mélenchon l'obligera à gouverner à gauche. Cela fait des années, à chaque élection, que l'on dit la même chose.

Le choix Mélenchon comme pique de rappel à l'intention de Hollande ?

Regardons quelques propositions du Front de gauche: C'est Mélenchon qui propose la « *Mise à contribution de la Banque de France pour racheter de la dette nationale* » Mais la dette c'est celle du capital, il est hors de question de la faire payer à la nation, c'est-à-dire au peuple. Pendant que les travailleurs sont sacrifiés, que 11,2 millions de Français sont dans la pauvreté, les entreprises du CAC 40 affichent des records de profits : de 2002 à 2011, leur chiffre d'affaires est passé de 882 milliards à 1 324 milliards d'euros, leur capitalisation de 623 milliards à 912 milliards d'euros. Elles vont donner à leurs actionnaires 35,8 milliards d'euros de dividendes pour 2011. C'est là qu'il faut frapper !

Sous le titre Des pouvoirs aux salariés, il propose des commissions « *régionales et départementales de l'emploi et du développement économique (employeurs, syndicats, élus, préfet) pour examiner les alternatives aux licenciements et délocalisations* ». Alors là, il est en plein

dans la gestion concrète des diktats patronaux ! C'est bien de l'accompagnement dont il propose de discuter, autour d'une table... Son rôle à cette commission se limiterait donc à faire accepter par la population et les salariés les décisions du patronat.

Tout cela n'est pas très « révolutionnaire » !

La crise économique n'est pas près de se terminer. Le patronat se battra de plus en plus pour comprimer les salaires, pour faire exécuter plus de travail par moins d'ouvriers, pour finir de casser le code du travail, pour maintenir les profits des entreprises et les dividendes des gros actionnaires.

En France comme en Grèce, en Espagne, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de créer par leurs luttes un rapport de forces qui contraigne le patronat, les capitalistes et les gouvernements, à satisfaire leurs revendications.

Pas d'autre choix que de se battre pour prendre la masse considérable des profits accaparée par le capital, pour s'approprier les moyens de production et d'échange, pour éliminer ce système économique et construire le socialisme.

Les candidats de communistes aux élections législatives seront les porteurs de cette perspective révolutionnaire.

www.sitecommunistes.org